

20 mars 2011

L'effet papillon

Les réactions des peuples nord africains font chaud au cœur. Opprimés au quotidien dans leurs opinions et jusque dans leur chair, ils se rebellent et font valoir leur droit de s'exprimer sans entraves et sans peur.

Ses marchandises confisquées par les autorités tunisiennes, un jeune vendeur ambulant de fruits et légumes s'était immolé par le feu. Ce geste désespéré a déclenché quatre semaines de manifestations continues qui ont abouti au départ du président Ben Ali.

Cette révolution du peuple tunisien en a inspiré d'autres, notamment en Egypte (Hosni Moubarak a quitté le pouvoir) et en Lybie, où malgré l'armée de mercenaires de Kadhafi, le peuple a pris les armes pour conquérir sa liberté après 40 années d'oppression.

Ces mouvements de protestations ont aussi touché, dans une moindre mesure, de nombreux autres pays tels que le Yémen, la Jordanie, le Bahreïn et l'Algérie.

C'est l'effet papillon, d'Edward Lorenz.

La mort tragique de Mohamed Bouazizi en Tunisie a enflammé toute la partie nord du continent africain. Qui peut dire où cela s'arrêtera ?

Ce vent de liberté qui souffle de plus en plus fort a même des répercussions jusqu'en Chine puisque désormais, dans les grandes villes de ce pays, toutes les forces de police sont mobilisées pour prévenir d'éventuelles manifestations de masse.

La France, démocratie où règnent la liberté de pensée et d'expression, est à priori à l'abri de telles manifestations.

Pourtant, avec ce gouvernement autiste qui semble avoir décidé de fermer les yeux sur la souffrance d'une population opprimée par les soucis d'ordre financier, on peut légitimement se poser la question.

Peu sociale, la politique du gouvernement Fillon tire vers le bas les classes moyennes et les plus pauvres, tandis qu'à l'opposé, les plus aisés s'enrichissent encore et encore. Aveuglée par ses certitudes, l'implacable machine gouvernementale, dans son désir de plaire au chef d'état, lui-même uniquement préoccupé par les questions de Pouvoir et d'Argent, broie sans vergogne les plus faibles.

Dans le Privé, des entreprises ferment ou délocalisent. Des milliers de personnes ont rejoint les rangs des chômeurs et se sont inscrites au Pôle Emploi. Ceux qui ont la chance de conserver leur boulot, même dans des conditions dégradées, s'estiment déjà heureux.

Les curseurs des réseaux sociaux explosent.

On voit de plus en plus de familles dites de classe moyenne réclamer des aides sociales, quand il ne s'agit pas de colis alimentaires.

Les temps partiels imposés dans le commerce engendrent des bas salaires, souvent pour des familles monoparentales. Elever et faire vivre des enfants dans ces conditions relève d'un exploit. Ca n'est plus vivre, c'est survivre !

Des agriculteurs, auxquels on avait conseillé d'investir largement dans le matériel et les infrastructures afin d'améliorer leur rendement, croulent maintenant sous les emprunts car ils vendent à perte, n'étant plus compétitifs face aux grandes centrales d'achat des hypermarchés.

On a beaucoup parlé de France TELECOM, mais d'après une étude de l'Institut de Veille sanitaire et sociale, le taux de suicide chez les paysans est **entre 60 et 80 % plus élevé** que la moyenne des autres catégories socioprofessionnelles.

Il y aurait en moyenne un *suicide d'agriculteur* par jour en France.

20 mars 2011

Dans le Public, on rationalise à tout va.

La RGPP s'applique bêtement, connement même !

D'une façon uniquement comptable, sans concertation aucune avec les partenaires sociaux, en éradiquant purement et simplement les emplois et la notion d'êtres humains.

Les restructurations ne se comptent plus tellement elles sont nombreuses.

On y gèle sans vergogne le salaire des fonctionnaires !

Et pourtant, on en a eu la preuve récemment, tous les pays qui s'étaient dotés d'une fonction publique stable et bien organisée ont mieux résisté à la crise financière qui a touché tous les pays développés.

Mais nous sommes désormais dans un contexte de dégradation de la vie au travail. Absentéisme, accidents du travail, relationnel tendu, maladies professionnelles, épuisement physique et psychique sont le lot quotidien des salariés de la fonction publique.

Il y a une grande distorsion entre la communication réalisée par les Ministères pour « vendre » et justifier leurs réformes, et la perception qu'en ont les personnels qui sont eux, confrontés aux réalités quotidiennes et qui voient bien, dans les postes qu'ils occupent, la dégradation continue de leur outil de travail et de leur condition de vie au travail.

A la Poste, un rapport annuel des médecins du travail évoque *«des suicides ou tentatives de suicide dont on peut penser qu'ils sont exclusivement liés à des situations de vie professionnelle»*, dans *«toutes les régions»*, *«tous les métiers»* et aux *«différents niveaux de l'entreprise »*.

Ce rapport constate aussi une explosion des congés non accordés et les pressions exercées sur certains salariés pour qu'ils quittent l'entreprise.

Dans les hôpitaux publics, on recense aussi des cas de suicide, même s'il est délicat d'affirmer que ces derniers sont toujours liés au contexte du travail. C'est souvent plus compliqué que cela.

Mais il n'en reste pas moins que les conditions de travail dans les hôpitaux sont difficiles : semaines "de 80 heures", désorganisation, sous-effectifs... Infirmières, personnels techniques, et mêmes médecins sont touchés.

Au ministère de la Défense, le séide appliqué et obéissant du président, Hervé Morin, a taillé dans le vif des troupes depuis 2008.

54000 emplois supprimés d'ici 2014, sans compter les 20 ou 25000 liés aux externalisations. Des bases de défense créées à la va vite, des fermetures d'établissements, des mutations imposées... et là encore, un climat terriblement anxiogène.

Alain Juppé, s'il a fait un passage éclair à la Défense, n'en a pas moins eu le temps de signer la suspension des décrets salariaux des ouvriers d'état et aura donné un avis favorable à la notification du marché d'externalisation RHL1 (Restauration Hébergement Loisirs).

Mais les récents rapports de la Cour des Comptes, qui viennent infirmer les analyses du bon élève MinDef, nous confortent dans l'idée que l'application de la RGPP dans notre ministère est du niveau des télé-tubbies.

La CFDT avait compris et dénoncé, bien en amont de 2008, quelles pouvaient être les incidences d'une réforme mal conduite au ministère de la défense.

Et ce ne sont pas les récentes attaques sur les salaires des personnels qui nous feront changer d'avis. Nos décideurs semblent juste avoir oublié une chose. Une toute petite chose.

Ils ont juste oublié que quand on n'a plus rien à perdre, on a tout à gagner !... Juste un petit battement d'aile....